



Global Scientific and Academic Research Journal of Economics, Business and Management

ISSN: 2583-5645 (Online)

Frequency: Monthly

Published By GSAR Publishers

Journal Homepage Link- <https://gsarpublishers.com/journals-gsarjebm-home/>



ANALYSE DE L'IMPACT D'INACCESSIBILITE AUX CREDITS AGRICOLES SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE AU KASAI CENTRAL

By

CT. BENA MULUMBA Fabrice

Doctorant, Faculté de Sciences Economiques et de Gestion, Université de Kinshasa/RDC

UNIVERSITE DE KINSHASA

FACULTE DE SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION DEPARTEMENT DES SCIENCES DE GESTION



Abstract

This study investigated the challenges to human resource development in the University of Eastern Philippines. The research work is a descriptive study employing qualitative method for data collection and analyses. It was found out that in the recruitment, selection and placement, staffing workforce plan and recruitment plan which documents "primarily based on the consolidated and summarized reports/recommendations submitted by the different units and colleges of the university" are existing. Nevertheless, flaws manifest with the failure to fill-in vacant plantilla/regular positions that resulted to the hiring of "too many part-time lecturers" in lieu of the shortage of regular faculty members. The hiring of part-time lecturers "shows accommodation" as they even lack master's degree and specializations. On training and development, the following problems were found: inefficiency with the "loss of documents" like application for scholarship, "trainings are given less importance" with scarcity in training opportunities, "sending to seminars not in their field of specialization", and "priority list is disregarded" in the scholarship program. Regarding performance management, "mismanagement of performance evaluation" is evident as "Individual Performance Commitment and Review (IPCR) are already signed by supervisor or peers" giving the faculty members to evaluate themselves and get higher ratings. On rewards and recognition, "promotion could also fill the vacancies. However, the "accumulation of vacant positions" in the university shows that there is a "delay of filling-up of vacant plantilla positions". Faculty members are also "deprived of opportunities of being promoted under chain promotion" aggravated by the "change of priorities by the management" as promotion is not one of the priorities. The study concludes that with the influx of enrollees in the university, there is a shortage of regular faculty members manifested by the hiring of numerous part-time lecturers. The learning and development (L & D) program in the university is not beneficial as training and seminars are sometimes not fit with the attendees' field of specialization making it unusable for one's subject/course. The performance evaluation has to be strictly followed to get the real individual performance of a faculty member. This will affect the performance management system if not rectified. The implementation of Program on Awards and Incentives for Service Excellence (PRAISE) is irregularly and the loyalty award is the only commonly given hence, will not serve as a retaining and motivation factor to well-performing faculty members.

Keywords: Human Resource Development, Faculty Development Program, Human Resource Management, Personnel Management, Recruitment, Selection and Placement, Talent Sourcing, Learning and Development, Performance Management, Rewards and Recognition

Article History

Received: 25/06/2025

Accepted: 03/07/2025

Published: 05/07/2025

Vol -4 Issue - 7

PP: -08-16

INTRODUCTION

L'agriculture constitue l'un des leviers essentiels du développement économique en République Démocratique du Congo (RDC), particulièrement dans des provinces à forte vocation agricole comme le Kasai Central. Cependant, malgré son potentiel en terres arables et en main-d'œuvre, cette

province peine à tirer parti de ses atouts, principalement à cause de l'inaccessibilité au crédit agricole.

Depuis le démembrement du Kasai Occidental en 2015, les agriculteurs du Kasai Central rencontrent des difficultés persistantes liées à l'accès aux financements. Ces obstacles sont dus à plusieurs facteurs : absence de structures financières adaptées, faiblesse des garanties foncières,



infrastructure de transport déficiente, problème de formation en gestion financière et agricole, et désintérêt des banques pour ce secteur perçu comme risqué.

Cette situation entraîne une productivité agricole faible, une insécurité alimentaire persistante, et une pauvreté rurale accentuée. Alors que plusieurs provinces bénéficient de projets agricoles soutenus par des crédits ciblés, le Kasai Central reste marginalisé dans les politiques publiques et programmes de financement rural.

De tout ce qui précède, la problématique de notre recherche dans l'inaccessibilité des crédits agricoles nécessite une attention particulière de notre part en vue d'améliorer l'accès au financement dans le secteur agricole au Kasai central. Ainsi, les questions suivantes ont retenu notre attention dans le présent travail :

- Comment l'inaccessibilité aux crédits agricoles impacte-elle le développement socioéconomique du Kasai central ?
- Quelles sont les mesures palliatives permettant l'accès aux crédits agricoles au Kasai central ?

En réponses aux questions posées dans la problématique, nous émettons les hypothèses ci-après, selon lesquelles :

- L'inaccessibilité aux crédits agricoles s'impacterait le développement socioéconomique de la province du Kasai central en entraînant la sous-production des produits agricoles de première nécessité en provoquant une pauvreté accrue.
- Les mesures à prendre pour pallier cette situation seraient la promotion de l'inclusion financière, le renforcement des capacités financières des agriculteurs, renforcement des infrastructures agricoles, le soutien aux organisations de producteurs, mise en place des garanties de crédits et le soutien gouvernemental et politique publique seraient des solutions pour améliorer l'accès au financement au Kasai central.

Le choix de la méthodologie étant fonction de l'orientation du travail, de l'étendue et de l'ampleur des recherches et dans une certaine mesure des préférences du chercheur, nous avons recouru à la méthode descriptive et comparative. La technique documentaire et interview nous ont été très utiles dans cette réflexion pour atteindre nos objectifs et répondre de ce fait à nos questions de recherche par le fait qu'elles nous ont aidés à réunir les données jugées nécessaires.

Importance de l'agriculture pour l'économie locale

L'agriculture joue un rôle fondamental dans l'économie locale au Kasai central. Les principales importances de l'agriculture sont:

- **Principale source de revenus:** la majorité de la population du Kasai Central vit de l'agriculture. Elle constitue la première source des revenus pour les ménages ruraux, qui vendent une partie de leur production pour subvenir à leurs besoins quotidiens (nourriture, scolarité, soins de santé, etc.).

- **Création d'emploi:** l'agriculture emploie une grande partie de la population active, notamment dans les milieux ruraux. Elle absorbe aussi la main-d'œuvre non-qualifiée, réduisant ainsi le chômage.
- **Sécurité alimentaire:** les cultures vivrières comme le manioc, le maïs, les arachides, les patates douces et les haricots assurent une bonne partie de l'alimentation des populations locales. Cela aide à lutter contre l'insécurité alimentaire dans la région.
- **Développement du commerce local:** les produits agricoles sont vendus sur les marchés locaux (comme Kananga ou Luiza), créant un dynamisme commercial. Cela encourage aussi le développement des petites entreprises liées à la transformation et la vente des produits agricoles.
- **Valorisation des ressources locales:** le Kasai Central possède des terres fertiles et un climat favorable à l'agriculture. La mise en valeur de ces ressources contribue au développement économique durable.
- **Réduction de la pauvreté:** en augmentant les revenus des agriculteurs et en améliorant la sécurité alimentaire, l'agriculture joue un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté.
- **Stimulation d'autres secteurs:** l'agriculture stimule d'autres secteurs comme les transports (évacuation des produits), l'artisanat (outils agricoles), et les services (microfinance, coopératives agricoles).

Les caractéristiques du secteur agricole

Le secteur agricole au Kasai Central présente plusieurs caractéristiques importantes, à savoir: L'agriculture de subsistance dominante, faible mécanisation, terres fertiles mais peu valorisées, avec une main-d'œuvre familiale, des problèmes d'accès aux marchés, faible accès aux intrants, présence d'initiatives locales (ONG)

Le secteur agricole comprend un large éventail d'acteurs clés, chacun jouant un rôle essentiel dans la chaîne de valeur, de la production à la consommation, qui sont: Les producteurs agricoles, les Fournisseurs d'intrants, Transformateurs agroalimentaires, Acteurs logistiques.

Accès aux ressources et aux financements

Le financement agricole au Kasai Central, a connu une évolution significative ces dernières années par une combinaison d'initiatives gouvernementales et de partenariats internationaux visant à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles et améliorer la sécurité alimentaire. Les institutions financières, quelles soient bancaires, de microfinance ou des organisations non-gouvernementales (ONG), jouent un rôle crucial dans le financement agricole au Kasai central. Les banques commerciales installées au Kasai central, telles que l'Equity BCDC, TMB, et la Rawbank n'offrent pas des services financiers aux agriculteurs, bien qu'elles soient installées dans la ville de Kananga, laissant les zones rurales sans accès aux services financiers. Elles proposent des crédits à moyen et long terme, souvent pour des

projets d'envergure. Cependant, les exigences strictes en matière de garanties et de solvabilité peuvent exclure de nombreux petits exploitants agricoles.

La Banque de Crédit Agricole a été créée pour soutenir le développement du secteur agricole en facilitant la création, l'extension ou la modernisation des entreprises agricoles, ce qui n'existe pas au Kasai central.

Les institutions de microfinance (IMF) et les Coopératives d'épargne et de Crédit (Coopec) sont plus accessibles aux petits agriculteurs. Elles offrent des services financiers adaptés aux réalités rurales, tels que des micocrédits et des comptes d'épargne. Par exemple, TUFADIKE RDC, une coopérative active dans les provinces du Kasai, soutient les petits producteurs de café, soja et pomme de terre en facilitant leur inclusion financière.

Cependant, le secteur de microfinance en RDC reste sous-développé, avec une concentration géographique des institutions dans certaines provinces, qui limite l'accès aux services financiers dans d'autres régions.

Les ONG jouent un rôle complémentaire en fournissant un soutien technique, des formations et des financements aux agriculteurs. Elles collaborent souvent avec les IMF pour renforcer l'accès aux crédits et améliorer les pratiques agricoles. Par exemple, le Programme d'Appui à la Résilience et à la Sécurité Alimentaire (PARSAR) soutient les petits exploitants agricoles en améliorant leurs accès aux services financiers et en renforçant leurs capacités techniques.

Malgré les efforts déployés, l'agriculture en RDC, et particulièrement au Kasai central, reste confrontée à des défis majeurs:

- Accès limité au financement, seulement 6,9% des crédits de microfinance sont alloués à l'agriculture, contre 70,5% pour le commerce;
- Concentration géographique des institutions financières où la majorité des IMF se trouvent dans les provinces de Kinshasa, Nord Kivu et Sud Kivu, laissant d'autres régions;
- Manque d'infrastructures Rurales entraînant l'absence d'infrastructures adéquates limite l'accès des agriculteurs aux services financiers et aux marchés.

Pour améliorer cette situation sous examen, il est essentiel de renforcer la présence des institutions financières dans les zones Rurales, d'adapter les produits financiers aux besoins des agriculteurs et de prévoir des partenariats entre les banques, les IMF, les ONG et les autorités locales.

Théories sur les crédits agricole

Selon Jean-Jacques Rosa, le crédit est une opération par laquelle une personne (le prêteur) met une somme d'argent à la disposition d'une autre (l'emprunteur), moyennant

remboursement à terme et, le plus souvent, paiement d'un intérêt.¹

Pour Raymond Barre, le crédit est une avance de fonds accordée par un prêteur à un emprunteur qui s'engage à rembourser selon des modalités convenues.²

Quant à Pierre Gélard, le crédit est une forme de confiance matérialisée dans un contrat par lequel une somme est prêtée en vue d'un remboursement futur.³

D'après Paul A. Samuelson & William D. Nordhaus, le crédit désigne la capacité qu'a un agent économique à obtenir un bien ou un service immédiatement en contrepartie d'un engagement de paiement ultérieur.⁴

Selon Louis Bachelier, le crédit est un mécanisme par lequel un agent consent à se dessaisir d'une liquidité à une autre partie, dans un but de rendement ou de soutien.⁵

Pour Joseph Stiglitz & Carl Walsh, le crédit est un outil de redistribution intertemporelle des ressources, permettant de lisser la consommation ou d'investir.⁶

Selon Jean-Marc Daniel, le crédit est une construction juridique et économique permettant de transformer l'épargne en investissement.⁷

D'après François Meunier, Le crédit consiste à accorder temporairement l'usage d'un capital contre la promesse de le récupérer avec rémunération.⁸

Quant à Frédéric Teulon, définit le crédit est l'un des piliers de la finance, représentant un transfert différé de pouvoir d'achat.⁹

Et selon Jean-Michel Servet, Le crédit est une relation sociale structurée par une dette, inscrite dans un cadre contractuel ou informel, liant confiance et remboursement.¹⁰

¹ Rosa, J.-J. Dictionnaire d'économie. 1^{re} édition, Paris : Larousse, 2001, pp. 98-99.

² Barre, R. Dictionnaire des sciences économiques. 4^e édition, Paris : PUF, 1993, p. 211.

³ Gélard, P. Comptabilité générale. 5^e édition, Paris : Dunod, 2004, pp. 243-244

⁴ Samuelson, P. A., & Nordhaus, W. D. Économie. 19^e édition, Paris : De Boeck, 2010, p. 456.

⁵ Bachelier, L. Les fonctions du crédit dans l'économie moderne. 1^{re} édition, Paris : L'Harmattan, 2003, pp. 19-20.

⁶ Stiglitz, J. E., & Walsh, C. E. Principes d'économie moderne. 1^{re} édition, Bruxelles : De Boeck, 2002, pp. 321-322.

⁷ Daniel, J.-M. La politique économique. 2^e édition, Paris : La Découverte, 2012, p. 178.

⁸ Meunier, F. Économie bancaire. 1^{re} édition, Paris : Economica, 2009, pp. 203-204

⁹ Teulon, F. Dictionnaire de la finance. 2^e édition, Paris : Ellipses, 2006, p. 134.

¹⁰ Servet, J.-M. Banquiers aux pieds nus. La microfinance. 1^{re} édition, Lyon : Éditions Charles Léopold Mayer, 2007, pp. 57-59.

Le crédit est la mise à la disposition par une personne ou une organisation (le créancier) d'une ressource (une somme d'argent ou un bien) à une autre (le débiteur) contre l'engagement d'être payé ou remboursé dans le future, à une date déterminée. Lorsque la ressource fournie est un bien, on parle de crédit fournisseur; lorsque c'est une somme d'argent accordée par une banque, on parle de crédit bancaire. Dans le cas où il s'agit d'une somme d'argent, le remboursement est quasiment systématiquement assorti du paiement d'intérêts. Le crédit est lié à la notion de confiance, il repose sur la confiance que le créancier accorde au débiteur. Plus le créancier aura confiance dans la capacité du débiteur à rembourser à terme, plus il aura tendance à lui accorder des termes avantageux.

A l'inverse une société inspirant peu de confiance aura beaucoup de mal à obtenir de crédit. Ainsi les sociétés en difficultés verront leurs fournisseurs exiger d'être payés comptant et les banquiers demander des taux élevés pour rémunérer le risqué, voir refuser de faire crédit. Un prêt, lorsqu'il est octroyé, se débloque en une seule fois et les fonds sont versés alors intégralement à l'emprunteur. Pour un crédit, l'emprunteur a la faculté de demander qu'une partie seulement des fonds lui soit mise à sa disposition et qu'ultérieurement, en plusieurs reprises, le solde lui soit une fois viré sur son compte. Il y a donc à ce niveau-là, plus de souplesse.¹¹

Un crédit c'est un acte par lequel une banque ou un organisme financier effectue une avance de fonds; délai accordé pour un remboursement; montant de l'avance.

Un crédit désigne un prêt d'argent accordé par une institution financière (comme une banque) à un emprunteur, avec une obligation de le rembourser dans le délai défini, généralement avec des intérêts. En d'autres termes, le crédit permet à une personne ou une entreprise d'obtenir des fonds qu'elle ne possède pas immédiatement, à condition de rembourser cette somme selon les termes du contrat (montant emprunté, taux d'intérêt, durée, etc). Il peut prendre différentes formes, comme un prêt personnel, un crédit immobilier, un crédit à la consommation.

Un prêt est défini comme étant les ressources prêtées par une banque ou un établissement financier à un agent économique qui s'engage à payer des intérêts et à rembourser le capital du prêt.¹² Les crédits agricoles peuvent être divisés en plusieurs types en fonction des besoins spécifiques des exploitants agricoles, à savoir:

- **Crédit d'investissement:** il permet de financer l'achat de matériel agricole, de terre, de bâtiments ou d'équipements nécessaires au développement de l'exploitation. Ce crédit est souvent remboursable sur une période longue.
- **Crédit de trésorerie:** ce type de crédit est destiné à couvrir les besoins de liquidité à court terme, par

exemple pour financer les achats de matières premières ou le paiement des salaires pendant la saison. Il peut être sous forme de découvert bancaire ou de prêt à court terme;

- **Crédit revolving:** il s'agit d'une ligne de crédit renouvelable, offrant une flexibilité pour gérer les besoins de trésorerie récurrents, avec la possibilité de puiser dans le crédit selon les besoins et de rembourser partiellement ou en totalité;
- **Crédit bail ou leasing:** il permet à l'agriculture de louer du matériel ou des équipements agricoles avec une option d'achat à la fin du contrat. Cela permet de bénéficier des équipements sans avoir à investir une grande somme d'argent initial;
- **Crédit à la consommation agricole:** il est destiné à financer des achats personnels ou non liés directement à l'exploitation agricole, mais qui peuvent avoir un impact indirect sur celle-ci, comme l'achat de biens de consommation ou de véhicule;
- **Prêts bonifiés ou subventionnés:** ces prêts bénéficient de conditions avantageuses, comme des taux d'intérêt plus bas, grâce à des aides gouvernementales ou des programmes spécifiques, souvent dans le cadre ou du soutien à la modernisation du secteur agricole ou des initiatives environnementales;
- **Prêt à taux zero:** ce type de crédit peut être proposé pour financer des projets particuliers comme l'installation des jeunes agriculteurs ou des projets d'innovation agricole, sans intérêts à payer pendant une période déterminée;
- **Prêt de financement pour les transitions agricoles (écologique, digital, etc.):** il soutient les exploitations agricoles qui investissent dans des pratiques plus durables, comme l'agriculture biologique, la gestion de l'eau, ou la transition énergétique (équipements écologiques, système d'irrigation plus efficaces, etc.).

Les efforts spécifiques peuvent varier d'établissement à l'autre, mais l'objectif de ces crédits est de soutenir le secteur agricole en lui offrant des solutions de financement adaptées aux différents défis du secteur. Les conditions d'accéder aux crédits agricoles sont: la nature de l'activité agricole, le type de projet, la capacité de remboursement, le manque de Garantie, les dispositifs spécifiques, les aides publiques et subventions, et le conseil et accompagnement.

Le rôle des crédits agricoles

Pour obtenir un crédit agricole, il est recommandé de se renseigner auprès des banques spécialisées dans le financement agricole, comme la Banque populaire, le Crédit Agricole, ou encore des établissements de crédit spécialisés dans l'agriculture.

Les crédits agricoles jouent un rôle essentiel dans le développement économique, en particulier dans les pays en développement. Ils permettent aux agriculteurs d'accéder à

¹¹ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/credit>

¹² Jean-Yves, C. et Olivier G., *Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales*, Nouvelle édition Hatier, page 234

des financements pour améliorer leurs techniques de production, accroître leur rendement et diversifier leurs activités. Quelques aspects clés du rôle des crédits agricoles sont:

- Amélioration de la productivité: les crédits agricoles permettent aux agriculteurs d'acheter des semences de meilleure qualité, des équipements modernes, des engrais et des pesticides, ce qui augmente leur rendement et leur productivité;
- Soutien à la diversification: les prêts agricoles peuvent être utilisés pour diversifier les cultures, ce qui réduit les risques liés à la dépendance d'une seule culture. Cela permet également de mieux répondre aux besoins du marché et renforcer la sécurité alimentaire;
- Accès à la technologie: les crédits agricoles permettent aux agriculteurs d'investir dans des technologies agricoles modernes, tels que des systèmes d'irrigation, des machines agricoles, ou encore des technologies de conservation des sols, contribuent ainsi à une agriculture plus durable et plus efficace;
- Stabilité des revenus: en facilitant l'accès aux financements, les crédits agricoles aident les agriculteurs à mieux planifier leurs activités et stabiliser leurs revenus, ce qui va réduire les effets des chocs externes comme les catastrophes naturelles ou les fluctuations des prix;
- Création d'emplois et croissance économique: une agriculture plus productive soutenue par des crédits agricoles génère des emplois dans les zones rurales et favorise la croissance économique locale. Elle stimule également les secteurs en aval, comme le transport, la transformation alimentaire et la commercialisation;
- Réduction de la pauvreté: en permettant aux agriculteurs de mieux produire et de mieux vendre, les crédits agricoles contribuent à réduire la pauvreté rurale, ce qui est crucial pour le développement économique d'un pays en développement.

En somme, les crédits agricoles sont un levier important pour améliorer la production agricole, renforcer la résilience économique dans les zones rurales.

Théories économiques liées au financement de l'agriculture

Les théories économiques liées au financement de l'agriculture sont variées et se concentrent sur les moyens d'encourager l'investissement dans ce secteur crucial, tout en tenant compte des spécificités de l'agriculture, telles que les cycles de production long, la dépendance aux conditions climatiques et les risques financiers. Les principales théories et approches qui ont été développées pour comprendre et gérer le financement de l'agriculture sont:

- Théorie du financement par la dette (endettement agricoles): cette théorie soutient que les agriculteurs peuvent obtenir des financements pour leurs activités

par prêts à court terme. Elle s'appuie sur l'idée que l'agriculture génère un flux de revenus futurs, permettant le remboursement des prêts.

- Théorie du financement par les subventions publiques: cette approche plaide pour des subventions gouvernementales ou des aides publiques directes aux agriculteurs pour compenser les risques et les coûts élevés du secteur agricole. L'Etat intervient pour réduire les coûts de production, garantir un prix minimum pour les produits agricoles, ou encore encourager la transition vers des pratiques plus durables.
- Théorie des marchés agricoles et financement par marché: cette théorie suppose que les marchés financiers peuvent fournir les ressources nécessaires pour financer l'agriculture, notamment à travers des mécanismes tels que les besoins agricoles, ou l'émission d'obligations agricoles. Ces instruments permettent aux producteurs agricoles de lever des fonds à travers des mécanismes de financement participatif ou des prêts collectifs.
- Théorie de la microfinance agricole: La microfinance, en particulier les institutions de microcrédit, offre une solution pour financer les petits exploitants agricoles, en particulier dans les pays en développement. Cette approche repose sur l'idée que les agriculteurs peuvent accéder à des petits prêts pour améliorer leurs rendements agricoles.
- Théorie de l'agriculture durable et financement vert: Cette approche intègre la nécessité de financer une agriculture durable, respectueuse de l'environnement. Elle préconise l'utilisation de financements verts, tels que les prêts ou l'investissements dédiés à l'adoption de pratiques agricoles durables (agriculture biologique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, gestion durable des ressources naturelles).
- Théorie de l'innovation financière pour l'agriculture: Cette théorie met en avant l'importance des innovations pour mieux adapter le financement aux besoins spécifiques de l'agriculture. Des outils comme les assurances climatiques, les contrats à terme ou les produits divers peuvent aider à gérer les risques agricoles, en permettant aux producteurs de se couvrir contre les aléas climatiques ou les fluctuations des prix.
- Théorie de la diversification des sources de financement: Selon cette théorie, les agriculteurs devraient diversifier leurs sources de financement en combinant les emprunts bancaires, investissements privés, subventions publiques, et partenariats avec des entreprises agro-industrielles. Cela permettrait de réduire leur dépendance à une seule source de financement et de mieux répondre aux besoins du secteur.
- Théorie des contrats agricoles et financement par les grandes entreprises: Les contrats agricoles sont des

accords entre les producteurs et les entreprises agro-alimentaires pour la fourniture de matières premières. Cette approche peut favoriser les grandes exploitations ou déterminer des petits producteurs, car les grandes entreprises peuvent imposer des conditions défavorables.

Le financement reste un défi majeur, surtout dans les pays en développement, où l'accès au crédit et aux financements est souvent limité. Une combinaison de théories et de modèles économiques peut être nécessaire pour répondre aux divers besoins des agriculteurs, tout en tenant compte des spécificités du secteur agricole.

Discussion des résultats

Analyse de la situation de l'octroi des crédits agricoles

Tableau 1: Accès au crédit agricole

N°	GENRE	ACCES AU CREDIT								
		VALEURS OBSERVEES			VALEURS ATTENDUES			ECART		CHI CARRE
		OUI	NON	TOT	OUI	NON	TOT	OUI	NON	
1	H	10	190	200	13,5	186,5	200,0	0,9	0,1	1,0
2	F	16	168	184	12,5	171,5	184,0	1,0	0,1	1,1
TOTAL		26	358	384	26,0	358,0	384,0	1,9	0,1	2,074

Source : Nous-même, grâce au logiciel EXCEL

Ce tableau présente les réponses des enquêtés concernant le bénéfice d'un crédit agricole dans le cadre de l'étude sur l'accès au crédit agricole au Kasai Central. Les données révèlent une situation préoccupante en matière de financement agricole dans la région.

La première catégorie, "Oui", indique que seulement 26 enquêtés, soit 6,9 %, ont bénéficié d'un crédit. Ce chiffre extrêmement faible souligne l'inaccessibilité aux financements pour la majorité des agriculteurs. Un tel résultat peut avoir des conséquences significatives sur la capacité des agriculteurs à investir dans leurs exploitations, à moderniser leurs pratiques agricoles et à améliorer leur productivité.

En revanche, la majorité écrasante des enquêtés, **358 individus (93,1 %)**, répondent "Non". Ce pourcentage élevé révèle une situation alarmante concernant l'accès au crédit agricole.

Cette situation a des implications socio-économiques profondes. L'inaccessibilité au crédit empêche les agriculteurs de répondre aux défis du marché, tels que l'augmentation des coûts des intrants et les changements climatiques. Sans financement, il devient difficile pour eux de s'adapter et d'innover, ce qui peut conduire à un déclin de la productivité agricole et à une détérioration des conditions de vie.

En comparant notre valeur calculée du chi carré (2.07) à une valeur critique du chi carré à un niveau de signification (généralement 0.05) pour 1 degré de liberté et en consultant une table du chi carré, la valeur critique pour

$$df = 1 \text{ à } \alpha = 0.05 \text{ est environ } 3.84.$$

Étant donné que $2.07 < 3.842$, nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle, ce qui indique qu'il n'existe pas de relation statistiquement significative entre le genre et l'accès au crédit dans notre échantillon. Cela signifie que l'accès au crédit ne dépend pas du genre des agriculteurs dans cette étude.

Tableau 2 : Conséquences de l'inaccessibilité aux crédits agricoles

N°	Conséquences	Réponses	Effectif	%
1.	Baisse de la production agricole	Oui	279	72,7
		Non	105	27,3
		Total	384	100
2.	Insécurité alimentaire	Oui	280	72,9
		Non	104	27,1
		Total	384	100
3.	Pauvreté accrue	Oui	290	75,5
		Non	94	24,5
		Total	384	100
4.	Exode rural	Oui	289	75,3
		Non	95	24,7
		Total	384	100

5.	Autres	Oui	104	27,1
		Non	280	72,9
		Total	384	100

Source : Nous-même, grâce au logiciel EXCEL

Ce tableau présente les conséquences socioéconomiques du nonaccès aux crédits agricoles au Kasai Central. Les résultats révèlent des impacts significatifs sur la production agricole et le bien-être des populations locales.

La première conséquence, **la baisse de la production agricole**, est mentionnée par 279 enquêtés, soit 72,7 %. Ce chiffre indique que la majorité des agriculteurs ressentent directement l'impact de l'inaccessibilité aux crédits sur leur capacité à produire. Cette baisse de production peut résulter d'un manque d'investissements dans les intrants, l'équipement et les technologies modernes, ce qui limite leur compétitivité sur le marché.

Ensuite, **l'insécurité alimentaire** est également un problème majeur, avec 280 réponses positives (72,9 %). Ce constat souligne que l'incapacité à accéder aux crédits a des répercussions sur la sécurité alimentaire des ménages, exacerbant la vulnérabilité des populations face aux fluctuations des prix et aux crises alimentaires. L'insécurité alimentaire peut avoir des conséquences à long terme sur la santé et le développement des enfants, créant un cycle de pauvreté difficile à briser.

La **pauvreté accrue** est une autre conséquence majeure, avec 290 réponses (75,5 %). Ce lien entre l'inaccessibilité aux crédits et la pauvreté est particulièrement alarmant. En l'absence de financements, les agriculteurs n'ont pas les moyens d'améliorer leurs conditions de vie, ce qui les maintient dans un état de précarité. La pauvreté peut également conduire à un manque d'accès à l'éducation et aux soins de santé, aggravant ainsi les inégalités sociales.

De plus, **l'exode rural** est une conséquence inquiétante, signalée par 289 enquêtés (75,3 %). Ce phénomène indique que les agriculteurs, face à des conditions de vie insoutenables, choisissent de quitter leurs terres pour chercher de meilleures opportunités en milieu urbain. L'exode rural peut entraîner une dépopulation des zones rurales, une perte de savoir-faire agricole et une augmentation de la pression sur les infrastructures urbaines.

Enfin, la catégorie **"Autres"** a recueilli 104 réponses positives (27,1 %), indiquant qu'il existe d'autres conséquences du nonaccès aux crédits qui méritent d'être explorées. Cela pourrait inclure des impacts sur la santé mentale, des tensions sociales, ou encore des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles.

En conclusion, le tableau X met en évidence les conséquences graves du nonaccès aux crédits agricoles au Kasai Central. Pour améliorer la situation socioéconomique de la région, il est impératif d'instaurer des politiques qui favorisent l'accès au crédit pour les agriculteurs. Des solutions innovantes, telles que la création de mécanismes de financement adaptés et le soutien à la formation en gestion financière, sont essentielles

pour briser ce cycle de pauvreté et promouvoir le développement durable et inclusif dans la région.

Tableau 3 : Evaluation de la production agricole au Kasai central de 2018 à 2022

ANNEE	QTE A (Maïs)	QTE P (Manioc)	QTE A (Arachide)	QTE A (Riz)	QTE P (Haricots)	QTE P (Hauton)
2015	124262,01	48962,20	116405,87	378435,20	37601,44	12613,45
2016	126262,90	50073,31	119739,20	380657,42	37712,56	12835,67
2017	128000,00	49517,76	120859,31	381768,53	37823,67	12946,78
2018	129900,00	49851,09	121961,42	383232,09	38045,89	13191,22
2019	129600,08	50184,42	127516,98	389546,31	38379,22	13286,11
2020	143200,00	50295,53	129739,20	391768,53	38490,33	13391,22
2021	160900,00	50406,64	133072,53	392879,64	38934,78	13613,45
2022	170600,00	50439,98	133294,76	396212,98	37601,44	13724,56
TOTAL	1181514,99	399739,93	1002580,27	3098592,71	304509,33	105596,46

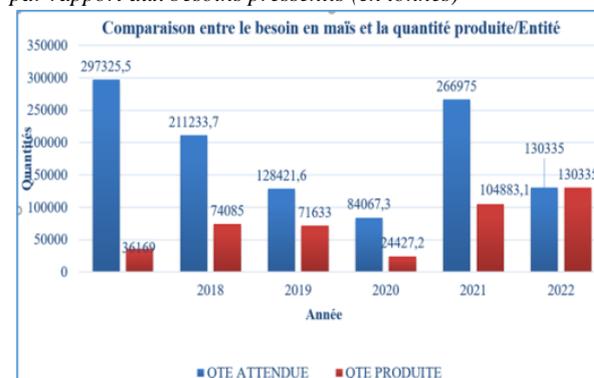
Source : Nous-même, grâce au logiciel SPSS

La production de maïs est largement en deçà des attentes, avec un total global de **-60,56%** d'écart. Contrairement au maïs, la production de manioc dépasse largement les attentes, avec un écart total de **+225,46%**. La production d'arachide est également très inférieure aux attentes, avec un total de **-66,49%** d'écart. Les haricots montrent également une faible production, avec un écart total de **-84,42%**. La production de riz paddy est également extrêmement en retard par rapport aux attentes, avec un écart total de **-95,34%**. L'analyse comparative des productions vivrières met en évidence des écarts significatifs entre les quantités attendues et les quantités produites, surtout pour le maïs, l'arachide, le haricot et le riz.

L'inaccessibilité aux crédits agricoles semble jouer un rôle prépondérant dans ces résultats, limitant la capacité des agriculteurs à investir dans des ressources et des technologies nécessaires pour améliorer leurs rendements. Seule la production de manioc et, dans une moindre mesure, celle d'arachide montrent des résultats positifs, suggérant que certaines entités peuvent avoir mieux accès aux ressources nécessaires pour optimiser leur production. Des politiques visant à améliorer l'accès au crédit et à soutenir les pratiques agricoles pourraient avoir un impact significatif sur le développement socio-économique de la région.

Cette situation alarmante peut-être facilement visualisée à travers les graphiques ci-dessous :

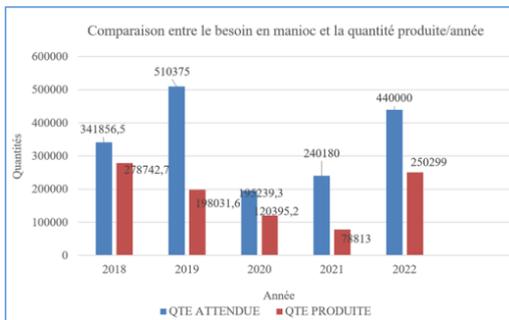
Graphique 1 : Evaluation de la production annuelle du maïs par rapport aux besoins pressentis (en tonnes)



Source : Nous-même, grâce au logiciel SPSS

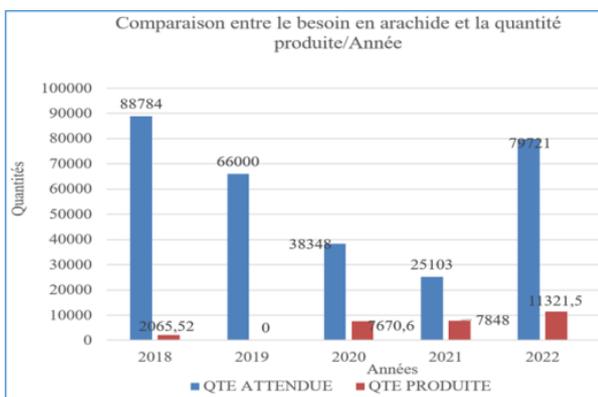


Graphique 2 : Evaluation de la production annuelle du manioc par rapport aux besoins pressentis (en tonnes)



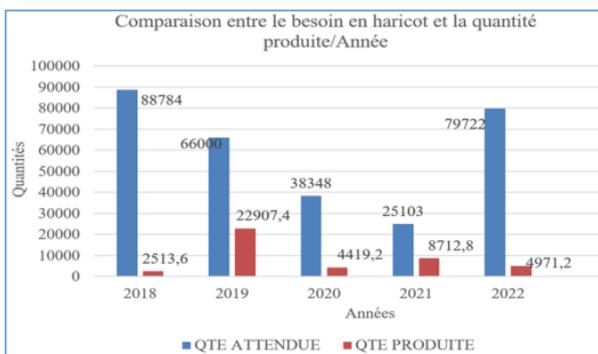
Source : Nous-même, grâce au logiciel SPSS

Graphique 3 : Evaluation de la production annuelle de l'arachide par rapport aux besoins pressentis (en tonnes)



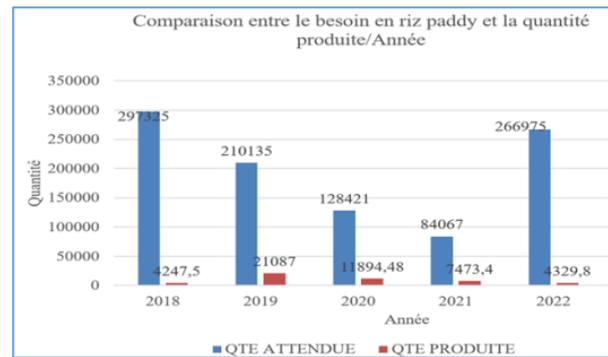
Source : Nous-même, grâce au logiciel SPSS.

Graphique 4 : Evaluation de la production annuelle du haricot par rapport aux besoins pressentis (en tonnes)



Source : Nous-même, grâce au logiciel SPP

Graphique 5 : Evaluation de la production annuelle du riz par rapport aux besoins pressentis (en tonnes)



Source : Nous-même, grâce au logiciel SPSS

Les résultats de l'analyse statistique de ces données secondaires indiquent qu'il existe des différences significatives entre les quantités produites et attendues pour les cultures vivrières au Kasai Central. Cela souligne l'impact de l'inaccessibilité aux crédits agricoles et d'autres facteurs sur la production agricole, ce qui a des implications directes sur le développement socio-économique de la région. Des interventions ciblées sont nécessaires pour améliorer les rendements et soutenir les agriculteurs. Ce constat s'inscrit dans une réalité économique où l'accès au crédit est essentiel pour le développement, comme l'ont souligné Morduch (1999)¹³ et Karlan et Morduch (2010).¹⁴

CONCLUSION

L'inaccessibilité aux crédits agricoles dans l'économie du Kasai central constitue un frein majeur au développement rural, à la sécurité alimentaire et à la croissance économique régionale. Cette situation engendre une série de conséquences sociales (pauvreté, exode rural, insécurité alimentaire), économiques (faible productivité, stagnation de l'emploi) et fiscales (faibles recettes publiques), compromettant ainsi les efforts de lutte contre la pauvreté et de développement rural. Face à ce constat, il est impératif que le gouvernement, les ONG, les institutions financières et les partenaires techniques et financiers unissent leurs efforts pour mettre en place des solutions durables et adaptées au contexte local. Cela passe par des réformes structurelles, le soutien aux coopératives agricoles, la modernisation des outils de financement rural et l'amélioration des infrastructures. Le renforcement de l'accès au crédit agricole ne représente pas seulement une nécessité économique, aussi un levier stratégique pour la transformation sociale et le développement inclusif du Kasai central.

Bibliographie

1. Bachelier, L. (2003), *Les fonctions du crédit dans l'économie moderne*. 1^{re} édition, Paris : L'Harmattan, pp. 19-20.
2. Barre, R. (1993), *Dictionnaire des sciences économiques*. 4^e édition, Paris : PUF, p. 211.
3. Daniel, J.-M. (2012), *La politique économique*. 2^e édition, Paris : La Découverte, p. 178.

¹³ Morduch, J. (1999). *La promesse de la microfinance*. *Journal of Economic Literature*, 156-199.

¹⁴ Karlan, D. & Morduch, J. (2010). *L'accès au financement*. Dans *Manuel de l'économie du développement* (pp. 1-100).

4. Gélard, P. (2004), *Comptabilité générale*. 5^e édition, Paris : Dunod, pp. 243-244
5. <https://www.larousse.fr> > dictionnaires > français > crédit
6. Jean-Yves, C. et Olivier G., *Dictinnaire d'Economie et de Sciences Sociales*, Nouvelle édition Hatier, page 234
7. Karlan, D. & Morduch, J. (2010). *L'accès au financement*. Dans Manuel de l'économie du développement (pp. 1-100).
8. Meunier, F. *Économie bancaire*. 1^{re} édition, Paris : Economica, 2009, pp. 203-204
9. Morduch, J. (1999). *La promesse de la microfinance*. *Journal of Economic Literature*, 156-199.
10. Rosa, J.-J. (2001), *Dictionnaire d'économie*. 1^{re} édition, Paris : Larousse, pp. 98-99.
11. Samuelson, P. A., & Nordhaus, W. D. (2010), *Économie*. 19^e édition, Paris : De Boeck, p. 456.
12. Servet, J.-M. (2007), *Banquiers aux pieds nus. La microfinance*. 1^{re} édition, Lyon : Éditions Charles Léopold Mayer, pp. 57-59.
13. Stiglitz, J. E., & Walsh, C. E. (2002), *Principes d'économie moderne*. 1^{re} édition, Bruxelles : De Boeck, pp. 321-322.
14. Teulon, F. (2006), *Dictionnaire de la finance*. 2^e édition, Paris : Ellipses, p. 134.